

No pasaran!

Jean-Pierre Greff

Ma communication porte sur les manifestations citoyennes organisées à Strasbourg en réaction au congrès annuel, en mars 1997, du Front National, parti d'extrême droite français. Cette réflexion, que j'espère suffisamment générale, n'en concerne pas moins un événement strictement français. Quoi que. J'ai accepté de donner cette conférence en réponse à l'invitation que m'a faite mon ami Martin Rennert. Je reste cependant un peu confus et bien conscient de ce qu'il peut y avoir de complaisant, d'impudique, ou de prétentieux à parler de manifestations dont on a été, avec d'autres, le protagoniste.

La mobilisation strasbourgeoise a été initiée et en quelque sorte portée par deux collectifs (regroupement d'associations politiques, syndicales, citoyennes) et par Cultures-Libertés, large association d'institutions, de personnalités et d'acteurs de la sphère culturelle et universitaire, dont je vais parler à la fois en tant que président et en tant que directeur de l'École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg qui y a pris une part essentielle, à travers ses enseignants mais plus encore ses étudiants. Ces collectifs et associations incarnent à eux seuls la pluralité d'origine et de conviction de la mobilisation, sous le commun horizon des valeurs citoyennes. Leur action a parfois été contestée, notamment pour ce qui concerne les institutions publiques, sous le prétexte que la lutte contre un parti politique, fut-il extrémiste, devait rester le champ politique.

Soyons clairs ! Quand ce qui est en jeu est l'histoire, la morale, la liberté, les valeurs fondatrices d'une démocratie, la réponse, quand bien même chacun convient qu'il s'agit *in fine* de convertir toute forme de contestation en bulletins de vote, ne saurait appartenir en propre à la représentation politique : elle devient publique par destination. Défendre le point de vue contraire, c'est déjà, implicitement, légitimer dans l'arène politique un parti fondé sur des positions antirépublicaines, ouvertement néofasciste, tenant des propos toujours plus impudemment xénophobes. Il faut au contraire affirmer sans ambages qu'un fil rouge démarque les formations républicaines d'un parti d'extrême droite. Et que ce fil rouge, dans l'esprit même des valeurs républicaines mais aussi dans leur stricte limite, nous délie, là où nous y sommes tenus, d'un devoir de réserve soudain intenable. Cet engagement citoyen est d'autant plus légitime et indispensable que l'extrême droite s'emploie, sous bien des masques, à investir toutes les instances de la vie sociale (syndicale, corporative, éducative, associative, confessionnelle,...). Nous ne pouvons pas nous cacher derrière notre bonne conscience politique. Face à ce péril, chacun d'entre nous a à assumer une responsabilité qui, si elle s'exprime de façon décisive par le vote, nous engage au quotidien et dans toutes les dimensions et circonstances de nos vies sociales : 'combattre par tous les moyens légaux la levée des tabous idéologiques institués dans l'après-guerre sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, qui ne sont pas, faut-il le rappeler, des opinions mais des délits'.¹ La réussite (si ce mot a ici un sens), l'espoir à tout le moins suscité par la mobilisation strasbourgeoise est celui de la naissance d'un mouvement citoyen, antifasciste de masse.

S'agissant de Cultures-Libertés, la question s'est posée de façon sans doute plus aiguë, et pour commencer parmi ses membres eux-mêmes : appartient-il à une association ou, qui plus est, à une institution culturelle telle une école supérieure d'art de s'engager dans la lutte contre l'idéologie d'extrême droite? Une première position que nous avons clairement adoptée consiste à contourner une position contre (un parti et ses idées exprimées) au profit d'une position d'affirmation et de mise en oeuvre positive des valeurs citoyennes et multiculturelles. Cette position peut évidemment être comprise comme tactique. Elle procède aussi du refus très clair d'un discours de stricte dénégaration. Sur ce point, Baudrillard a raison : il y a une réelle absurdité à combattre le Front National frontalement ou même à lui accorder le monopole du mal (ou de l'interdit désirable). Mais n'éluons pas aussi vite la question difficile des relations entre culture et politique. Au titre même de cette complexité, prétendre introduire une ligne de partage mène à une position simpliste, rapidement intenable. Tout acte de culture, compris dans le sens fort du terme, est éminemment politique, par nature. Et inversement. Gardons à l'esprit cette phrase de Zeev Sternhell, présent à Strasbourg, et qui dans *Naissance de l'idéologie fasciste*, montre que celle-ci se fonde toujours sur le projet aussi dissimulé qu'essentiel d'une révolution culturelle et remarque : 'Une bonne intelligence du fascisme exige qu'on le perçoive d'abord et surtout comme un phénomène culturel'.² Appelant, par voie de conséquence, des réponses culturelles. Très

¹ Henri Weber, *Le Nouvel Observateur*, 3-9 avril 1997.

² Fort heureusement publié il y a quelques mois, le livre d'Éric Michaud (*Un art de l'éternité — L'image et le temps du national-socialisme*, Paris, Gallimard, 1996) vérifie de façon saisissante que la montée des fascismes s'est toujours fondée au moins autant sur une esthétisation du politique et sa légitimation culturelle que sur le terrain étroitement politique. Le rôle joué par l'art dans les dictatures est considérable.

concrètement, l'actualité récente témoigne que les attaques de la liberté d'expression, de plus en plus féroces dans les quelques villes tenues par le FN, se focalisent de façon privilégiée sur le domaine culturel : interventions arbitraires dans les bibliothèques (censure de livres de contes africains, de récits du monde entier, au moment même où l'on souscrit des abonnements à des revues xénophobes et où l'on acquiert les ouvrages d'auteurs explicitement racistes et fascistes), chantage financier et intimidations à l'encontre des associations et festivals les plus divers (précisément parce que divers), tentative par le Maire de Toulon de fermer le Théâtre de Chateaufallon, destruction, toujours à Toulon, par décision personnelle du Maire, d'une sculpture-fontaine de René Guiffrey achevée en 1993, réalisée à l'issue d'un concours national et devenue bien public. Par delà ces attaques proprement frontales, c'est la culture vivante dans son ensemble et notamment, sous couvert ultra libéralisme ou de satisfaction démagogue du goût du plus grand nombre, les arts contemporains et leurs réseaux d'institutions qui se trouvent menacés, ici et là.

Qu'on ne s'y trompe pas. La tentative de normaliser le domaine culturel, de le recentrer sur des données patrimoniales, sinon folkloriques, n'a rien d'innocent ni de fortuit. L'oeuvre d'art dit : 'J'existe, donc je suis libre !' Elle est en elle-même et par elle-même une revendication de liberté. Ce qui est visé à travers l'attaque des institutions culturelles, ou plus encore de l'art contemporain, c'est très précisément leur capacité critique, le seul fait que leur existence ou leurs activités relancent sans cesse la confrontation et le débat, et qu'à ce titre elles affirment la pluralité et l'échange qui sont indispensables au maintien et surtout à la vie de la démocratie. C'est pourquoi, de façon toujours plus nécessaire, urgente, la culture est soumise à l'impératif d'une démocratisation réelle de l'accès à ses institutions. La culture telle que nous la concevons est porteuse de valeurs citoyennes déclarées, elle procède d'un attachement indéfectible aux valeurs de liberté, de tolérance, d'accueil et d'échange qui, par essence s'opposent à toute forme d'exclusion. Elle ne peut dès lors que s'opposer à toute forme d'organisation politique et sociale qui incarne l'explicite négation de ces valeurs.

En réalité, la question de notre attitude face à l'extrême droite interroge au plus profond la conception que nous formons de la culture et de la création artistique. Si nous lui affectons une valeur décorative, une fonction de divertissement ou de délassement, voire un vague supplément d'âme, alors nous pouvons nous sentir concernés d'assez loin. Mais si nous pensons que la culture promeut et appartient à un mode de vie qui réinterroge et réinvente sans cesse ses propres formes, que l'art a une fonction non seulement symbolique mais encore opératoire, qu'il informe le monde au sens propre de lui donner forme, alors nous sommes nécessairement, spontanément engagés au titre même de la culture. Tant il est clair que la culture telle que peut la comprendre l'extrême droite exclut une telle conception et son libre exercice ; tant il s'impose qu'une telle culture est d'emblée un déni absolu de l'autorité, de l'ordre et des clôtures de toutes natures qui fondent l'idéologie fasciste.

Pour autant, les milieux intellectuels n'ont nullement à adopter une position de surplomb intellectuel. Nous n'avons à aucun moment nourri, nous, acteurs du monde culturel, une prétention d'exemplarité ou une légitimité particulière, ou encore la volonté de nous substituer ou de parler au nom de quiconque. Nous n'avons jamais pensé être des consciences éclairées, ni des porte-paroles. Notre conviction était plus simplement que la culture se devait de faire acte de présence, de se produire et d'agir pour ce qu'elle est, là où elle est, avec les armes qui sont les siennes. Faire face, au même titre et au même degré de légitimité, ni plus ni moins, que les forces politiques ou syndicales, les représentants socioprofessionnels, le mouvement associatif, les représentants religieux, les responsables économiques, etc. qui tous se sont engagés.

Nous étions surtout convaincus qu'il était temps de délaissier les imprécations, les discours moralisateurs et les condamnations de principe hautaines, les credo idéalistes et les professions de foi humanistes, mais lointaines, les apparitions médiatiques, les déclarations d'intentions et les supputations prudentes, délaissier tout cela pour l'action. Parce que, comme bien d'autres, nous étions persuadés que 'pour battre le Front national il faut le combattre (...) présence pour présence',³ occuper le terrain, tous les terrains. Non pas répondre, avec le risque de légitimer son discours à l'aune même de nos dénégations, mais faire *acte de présence*, sur des positions et des engagements résolument, manifestement autres. Convaincus qu'il nous fallait produire ce dont nous sommes capables, élaborer des messages, inventer des signes et des images, des formes d'actions inédites, brandir nos armes dérisoires et efficaces, pertinentes et spectaculaires parfois. Nous avons également pensé qu'il ne fallait pas, de façon aussi illusoire que démobilisatrice, rechercher LA bonne réponse culturelle. Certes, il y fallait de l'habileté et de l'intelligence, mais il s'agissait surtout de susciter et orchestrer un foisonnement intense d'initiatives et d'actions aussi diverses que possibles, des plus discrètes aux plus spectaculaires, insolentes ou graves, issues de toutes parts (institutions, associations, individus) et s'efforçant de dépasser les publics traditionnels de la culture.

³Bernard Guetta, *ibid.*

Disons-le en toute honnêteté : nous n'imaginions pas jusqu'aux derniers jours que cette mobilisation et cette 'résistance culturelle' seraient aussi vastes et intenses jusqu'aux lendemains du Congrès. Que la diversité de ses formes susciterait un mouvement de sympathie et d'adhésion aussi enthousiaste. Sans satisfaction déplacée, nous savons que l'ensemble des manifestations réalisées pendant un mois entier, fortement relayées par les médias, a rencontré un succès populaire réel. A l'instar des initiatives des autres collectifs, des 17890 signatures recueillies, du bus citoyen, elles ont puissamment contribué à la mobilisation du week-end de Pâques. Nous n'oublierons pas les images de foules, qui n'étaient pas exactement celles des habitués, se pressant aux différents débats et forums philosophiques, au point que les contraintes de sécurité imposaient de refuser des centaines d'entrées. Un réel travail a été mené là, face aux interventions souvent étonnantes d'un public en quête de réponses fortes à opposer à la démagogie extrémiste, à opposer sur le terrain, à leurs proches, à eux-mêmes parfois. Ou encore, parmi tant d'autres, les images burlesques et graves d'un exode vers Kehl et l'Allemagne, et les milliers de personnes rassemblées place Kléber pour la projection du *Dictateur* de Chaplin que la plupart manifestement découvrait, attentifs et hilares.

Des sifflets kenyans fabriqués à plus de dix mille, toujours plus stridents à travers la ville, avaient au fil des jours annoncé la protestation. La manifestation était le moment décisif qui aimantait toutes ces énergies. La réponse infligée à l'extrême droite par une ville entière fut cinglante ; l'ampleur de la manifestation, on l'a beaucoup dit, sans précédent, sa représentation bien plus que régionale, nationale et européenne. Mais plus significativement encore, cette protestation spontanée et spontanément (im)pertinente s'imposait par ses formes et par son esprit, par ce qu'il faut appeler sa qualité d'*invention*. L'implication et la détermination se disaient de toutes parts, chez ces dizaines de milliers de personnes de tous âges et de toutes origines, venues non pas se ranger sous une banderole ou un mot d'ordre collectif, mais armées de leurs propres signes. Semblant animée d'une scénographie implicite, foisonnante et unitaire, bigarrée et digne, aussi joyeuse que virulente, cette manifestation se singularisait par la qualité et la variété des images et des messages produits.

Passé ce moment d'exaltation collective, la question qui se pose est évidemment de savoir ce qui restera de cette mobilisation inédite, et quels en seront les résultats tangibles. On ne saurait répondre simplement à une telle question et ceux qui s'y risquent paraissent suspects. Déjà, au cours des jours précédents, *Libération* remarquait que 'Le FN rase les murs', étrangement silencieux. Le premier objectif que Cultures-Libertés, avec tous les opposants, s'était assigné semble atteint bien au delà de ce que nous osions espérer : ce congrès a été largement oblitéré, l'attention légitimement détournée vers la résistance forte et inventive que Strasbourg opposait, comme des dizaines de contre-feux, à l'extrême droite. Ravissant bel et bien la vedette à un parti dont on sait la relation perverse qu'il entretient avec les médias. Non seulement les propos extrémistes ne se laissaient plus diffuser dans la banalisation, mais se trouvaient largement congédiés au profit de valeurs opposées. Preuve, s'il en fallait encore, de la naïveté coupable du 'mur de silence' parfois invoqué, coupable pour le moins de naïveté face à l'économie médiatique de la société contemporaine.

Rappelons-nous que le congrès du FN à Strasbourg, après la victoire de Vitrolles, s'inscrivait dans une stratégie conquérante et devait lui ouvrir une perspective historique. Surtout, en investissant Strasbourg, il comptait bien récupérer la symbolique de la capitale européenne, faire de ce congrès celui de la légitimation (institutionnelle, européenne) et de la respectabilité. Qu'en a-t-il été ? Les congressistes sont restés terrés dans un Palais aux allures de citadelle assiégée, allant jusqu'à benoîtement et officiellement se plaindre du fort sentiment d'hostilité qu'ils ressentaient de toutes parts dans la ville, ou à se risquer à des actions de commandos qui appartiennent aujourd'hui à la Justice. Face à la mobilisation strasbourgeoise, le FN a fait l'aveu d'un réel désarroi. Le Pen et consorts ont été étrangement incapables de produire la moindre formule choc ou simplement réponse efficace à opposer, se contentant d'espérer et d'attendre vainement des débordements assez significatifs dont ils pourraient faire leurs choux gras. Plus encore, empêché de s'emparer du symbolisme strasbourgeois, de l'idéal européen et des droits de l'homme qui se sont au contraire retournés contre lui, le congrès s'est achevé par des propos de haine totalement névrotiques, d'une rhétorique grotesque digne des délires littéraires la f(r)ange la plus extrême du fascisme des années trente. Une nouvelle fois, précisément parce qu'il n'était pas entouré de silence, Le Pen a révélé son vrai visage. Incontestablement mis en échec dans sa stratégie.

Cela n'est pas rien. Pourtant, si Le Pen a perdu la bataille de Strasbourg – ou pour le dire à la façon de Willem, si Strasbourg et l'Alsace, la France et l'Europe réunis à Strasbourg lui ont bel et bien botté les fesses – cela ne signifie pas pour autant que la démocratie et les valeurs citoyennes aient gagné la guerre. Passé ce moment jubilatoire, tout reste à faire, bien sûr, et personne ne se pense quitte. Nous ne pouvons dire qu'elle sera la traduction politique de ce mouvement citoyen dans les mois et les années à venir. Nos lendemains ont déjà parfois déchanté lors des consultations électorales. La question nous est alors reposée 'Pensez-vous avoir fait perdre une seule voix au FN ?' Outre que toute réponse à une telle question reste une pure supputation, sa logique arithmétique mécaniste est d'un

simplisme réducteur. La mobilisation strasbourgeoise s'est imposée comme un devoir moral, un acte d'honnêteté avec soi-même et un geste de salubrité publique, avant même la conviction de son efficacité. Et cela n'est pas sans vertus. La mobilisation strasbourgeoise aura catalysé un renouveau citoyen et imposé ses valeurs au cœur des débats, allant par exemple jusqu'à infléchir la signification symbolique du 1er mai (la fête du travail devenant journée de la citoyenneté). Elle aura favorisé l'invention d'une culture de résistance et, contre toute attente pour beaucoup, la 'Naissance d'une génération militante'.

Terre de vote lepéniste, l'Alsace s'est affirmée terrain de résistance. La réaction citoyenne borne une progression que nous savons désormais n'être pas irrésistible mais qui, tout sentiment de fatalité ou de désarroi abandonné, appelle à la résistance, sous toutes ses formes. En cela, Strasbourg aura bien été un tournant. Le Pen ne peut plus, désormais, aller impunément dans quelque ville que ce soit : la passivité est aujourd'hui impensable, qui sonnerait comme une démission lâche. A la condition d'une vigilance sans faille, si s'accroît le sentiment de responsabilité citoyenne, si la réflexion s'aiguise dans un débat sans concession, et si s'invente sans cesse une stratégie de résistance qui, aussi insolente que pertinente, dépasse la simple vitupération morale et les bons sentiments, alors, nous regagnerons pied à pied le terrain de désespérance, politique et intellectuel, abandonné aux fantasmes de l'extrémisme.

Je tiens, pour conclure, et dans le cadre de ce congrès ELIA, à remercier et à féliciter pour l'intensité de leur engagement, pour l'intelligence et l'invention de leurs propos, images et actions, les professeurs et, plus encore, tous les étudiants de mon école – sans oublier ceux de Nancy, du Mans et d'ailleurs qu'ils ont su rallier à leur action.

N.B. Le numéro 1, et seul à ce jour, de la revue *R'affût* fournit un reportage très complet ainsi que divers textes de réflexion sur l'ensemble des manifestations strasbourgeoises (ouvrage disponible auprès de Cultures-Libertés — 1, rue l'Académie F-67000 STRASBOURG. Prix : 45 FF).